



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 3.9.2003
COM(2003) 532 final

SECOND RAPPORT DE LA COMMISSION

Fondé sur l'article 11 de la décision-cadre du Conseil du 29 mai 2000 visant à renforcer par des sanctions pénales et autres la protection contre le faux monnayage en vue de la mise en circulation de l'euro

{SEC(2003) 936}

1. INTRODUCTION

Afin de garantir une protection pénale renforcée et harmonisée de l'euro dans toute l'Union européenne, le Conseil a adopté le 29 mai 2000 la décision-cadre 2000/383/JAI.¹ En vue de la mise en circulation de l'euro en début 2002, cette décision-cadre avait pour objectif de compléter les dispositions de la Convention internationale de Genève du 20 avril 1929 pour la répression du faux monnayage et de faciliter l'application de celle-ci.² L'adhésion à la Convention, si encore nécessaire, ainsi que la transposition en droit interne des dispositions de la décision-cadre devaient être effectuées par les Etats membres jusqu'au 29 mai 2001 au plus tard.

En vertu de l'article 11 de la décision-cadre, la Commission a adopté le 13 décembre 2001 un rapport sur la mise en oeuvre de la décision-cadre,³ basé sur les informations qui lui avaient été communiquées par les Etats membres. Ce rapport, qui présente en détail les différentes obligations prévues par la décision-cadre et la manière dont les Etats membres s'y sont respectivement conformés, a ensuite été soumis au Conseil. Même si dans ses conclusions sur ce rapport, le Conseil a reconnu que l'objectif de la décision-cadre a été pour une large part atteint, il a néanmoins invité la Commission à établir un second rapport visant à intégrer les informations complémentaires qui devaient encore provenir des Etats membres.

Sur la base des informations reçues par la suite, la Commission a préparé un document de travail avec des rapports par pays, qui a été distribué dans une première version au groupe de droit pénal matériel du Conseil en novembre 2002, et puis dans une deuxième version, accompagnée de tableaux par pays mis à jour, au groupe d'experts en contrefaçon du Comité consultatif de lutte antifraude (COCOLAF) en avril 2003, afin d'obtenir de la part des Etats membres des précisions supplémentaires sur leurs modifications législatives et l'interprétation de certaines dispositions nationales.

Les tableaux, qui figuraient déjà dans un document complétant le premier rapport,⁴ mais ne faisaient pas partie intégrante de ce dernier, sont inclus au présent rapport,⁵ tandis que les rapports par pays figurent dans un document de travail des services de la Commission.⁶ Le présent rapport dresse d'abord un inventaire, article par article, de toutes les modifications législatives et clarifications survenues depuis l'adoption du premier rapport. Ensuite il résume l'état actuel de la mise en oeuvre de chaque article de la décision-cadre.⁷ Il ne couvre pas le nouvel article 9a de la décision-cadre, relatif à la reconnaissance de la récidive et inséré par la décision-cadre

¹ Décision-cadre du Conseil du 29 mai 2000 visant à renforcer par des sanctions pénales et autres la protection contre le faux monnayage en vue de la mise en circulation de l'euro (JOCE L 140/1 du 14 juin 2000).

² N° 2623, p. 372, Recueil des traités de la Société des Nations 1931.

³ COM(2001) 771 final.

⁴ Document de travail des services de la Commission, du 13 décembre 2001 (SEC(2001) 1999).

⁵ Les tableaux figurent dans l'annexe 1 et les rapports par pays dans l'annexe 2 du présent rapport.

⁶ Document de travail des services de la Commission, SEC(2003) 936 du 3.9.2003 .

⁷ Pour avoir des informations plus complètes et détaillées, notamment sur les dispositions nationales qui étaient déjà considérées comme conformes à la décision-cadre au moment de l'adoption du premier rapport de la Commission, il est nécessaire de se référer aux tableaux reproduits en annexe, au document contenant les rapports par pays ainsi qu'au premier rapport.

2001/888/JAI du Conseil du 6 décembre 2001,⁸ pour lequel les données des Etats membres ne sont pas encore disponibles.

2. ETAT DES AVANCEES DANS LA MISE EN OEUVRE DE LA DECISION-CADRE

Le présent inventaire des modifications et clarifications communiquées à la Commission depuis son premier rapport suit autant que possible la structure et les intitulés des sous-chapitres prévus au chapitre 2.2 de ce rapport.

2.1. Etat de la mise en œuvre de la décision-cadre et de la ratification de la Convention de 1929

Tous les Etats membres ont à ce stade communiqué à la Commission des informations et généralement aussi les dispositions internes relatives à la mise en oeuvre de la décision-cadre.

Au moment de l'adoption par la Commission de son premier rapport, certains Etats membres (Allemagne, France, Irlande, Luxembourg) avaient déjà préparé une nouvelle législation complétant ou modifiant la législation pénale existante et spécialement conçue pour appliquer la décision-cadre, mais qui n'était pas encore entrée en vigueur à l'époque. Cette législation est entre temps entrée en vigueur.

Depuis l'adoption du premier rapport, certains Etats membres ont également introduit des nouveaux projets législatifs en vue de la mise en oeuvre de certaines dispositions de la décision-cadre. Ainsi, l'Espagne a élaboré des amendements à son code pénal en vue de transposer notamment les articles 3, 8 et 9 de la décision-cadre, mais qui ne se sont pas encore entrés en vigueur.

Selon les indications de la France, un nouveau projet d'amendement pour transposer cette fois-ci l'article 4 de la décision-cadre est en préparation. Le Portugal, le Luxembourg et l'Autriche ont en revanche introduit des propositions législatives pour transposer les articles 8 et 9 de la décision-cadre, mais qui ne sont pas encore entrées en vigueur.

Comme le Luxembourg a achevé sa procédure de ratification de la Convention de Genève de 1929, tous les Etats membres en sont maintenant Parties.

2.2. Infractions générales (article 3) : tableau 1

Les éléments de la notion générale de faux monnayage définis à l'article 3, paragraphe 1, points a) et b), de la décision-cadre seront transposés par tous les Etats membres dans leur droit pénal interne, une fois que les amendements au Code pénal de l'Espagne seront entrés en vigueur.

Comme l'altération de la monnaie ne constituait pas encore une infraction pénale dans cet Etat membre, le projet d'amendement vise notamment à modifier l'article 386 du Code pénal espagnol pour couvrir expressément ce comportement.

⁸ Décision-cadre du Conseil du 6 décembre 2001 modifiant la décision-cadre 2000/383/JAI visant à renforcer par des sanctions pénales et autres la protection contre le faux monnayage en vue de la mise en circulation de l'euro (JOCE L 329/3 du 14 décembre 2001).

Le projet d'amendement espagnol prévoit également de sanctionner expressément l'importation, l'exportation et le transport de fausse monnaie visés à l'article 3, paragraphe 1, point c). En ce qui concerne le droit pénal danois, qui englobe les faits visés à l'article 3, paragraphe 1, points c) et d), dans les qualifications de *tentative* et de *complicité* de contrefaçon ou de mise en circulation de fausse monnaie, le Danemark a clarifié que, contrairement à ce qui a été indiqué dans le premier rapport de la Commission et à ce qui peut être le cas dans d'autres Etats membres, cela n'entraîne pas de conséquences sur le niveau des sanctions applicables.

S'agissant des infractions relatives aux procédés destinés par leur nature à la fabrication de la fausse monnaie et aux éléments qui servent à protéger la monnaie de la contrefaçon (article 3, paragraphe 1, point d), de la décision-cadre), les amendements préparés par l'Allemagne, la France et le Luxembourg visant à insérer dans leurs législations respectives une infraction spécifique sont maintenant entrés en vigueur.

2.3. Infractions supplémentaires (article 4) et monnaie non émise destinée à être mise en circulation (article 5) : tableau 2

Les informations complémentaires obtenues de l'Italie et du Portugal ont permis de clarifier que leur définition de la contrefaçon couvre implicitement la fabrication illégale de monnaie au moyen d'installations ou de matériel légaux. Tel sera également le cas de l'Espagne, une fois que son projet d'amendement sera entré en vigueur, tandis que la France prévoit toujours de créer une disposition spécifique rendant punissable les faits visés à l'article 4.

L'Italie a également contribué à la clarification de la conformité de son code pénal avec l'article 5, point b), indiquant que l'infraction de contrefaçon serait applicable à l'égard de toute monnaie ayant cours légal, qu'elle ait été émise ou non. La conformité avec cette disposition de la décision-cadre est maintenant également assurée par l'Irlande et le Luxembourg, dont les projets législatifs sont entrés en vigueur depuis l'adoption du premier rapport de la Commission.

2.4. Sanctions (article 6) : tableau 3

La confirmation par des Etats membres de la (future) conformité de leur législation pénale avec les articles de la décision-cadre relatifs aux infractions a permis à son tour de résoudre certains doutes relatifs à la mise en oeuvre des sanctions, notamment en ce qui concerne l'Espagne et l'Italie.

La législation irlandaise et luxembourgeoise visant à transposer l'article 6, paragraphe 2, de la décision-cadre est entrée en vigueur depuis l'adoption du premier rapport de la Commission. Quant à la Suède, qui prévoit une peine maximale de huit ans seulement en cas d'infraction « grave », elle a précisé que le choix de l'échelle des sanctions applicables (mineures, normales ou graves) est évalué au cas par cas et qu'il appartient aux tribunaux de rendre leur jugement en fonction des circonstances.

En ce qui concerne l'obligation des Etats membres de prévoir pour les infractions prévues à l'article 3, paragraphe 1, point a), des sanctions incluant des peines privatives de liberté susceptibles de donner lieu à extradition, il convient de noter que parmi les Etats membres qui avaient émis des réserves concernant la convention européenne sur l'extradition de 1957, certains ont modifié leur position ou apporté

des précisions.⁹ Une fois que les dispositions de la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen auront été mises en oeuvre,¹⁰ elles seront également applicables au faux monnayage, y compris la contrefaçon de l'euro.

2.5. Compétence (article 7) : tableau 4

Comme les projets législatifs de l'Irlande, de la France et du Luxembourg visant à appliquer l'article 7, paragraphe 2, de la décision-cadre sont entrés en vigueur, tous les Etats membres ayant adopté l'euro ont transposé l'obligation découlant de cette disposition.

2.6. Responsabilité des personnes morales et sanctions (articles 8 et 9) : tableau 5

Depuis que la nouvelle législation de l'Irlande ainsi qu'un amendement à la législation allemande sont entrés en vigueur, dix Etats membres ont une législation conforme aux articles 8 et 9 de la décision-cadre.

L'Espagne, l'Autriche et le Portugal ont maintenant introduit des projets législatifs ou sont en train de les élaborer afin de transposer les articles 8 et 9 de la décision-cadre. Selon les informations obtenues par la Commission, un tel projet législatif est également en cours de préparation au Luxembourg, qui a en plus indiqué que son droit de société autorise déjà depuis longtemps le Ministère Public à demander la dissolution et la mise en liquidation de toute société qui poursuit des activités contraires à la loi pénale.

Le Royaume-Uni n'envisage pas d'adopter de loi spécifique pour prévoir dans son droit national le concept de responsabilité des personnes morales, mais a indiqué que son droit serait déjà conforme aux obligations prévues par les articles 8 et 9 de la décision-cadre. Ainsi, le concept de négligence de son droit civil permettrait de répondre à l'article 8, paragraphe 2. Selon ce concept, un tribunal du Royaume-Uni serait en mesure d'accorder des dommages-intérêts à une victime qui prouverait que son dommage est imputable à la négligence de la personne morale. Cependant, il pourrait encore être nécessaire de mieux clarifier ces questions.

3. CONCLUSIONS

3.1. Généralités

Avec plus ou moins de retard par rapport au délai prévu par l'article 11, paragraphe 2, de la décision-cadre, les Etats membres ont finalement tous communiqué des informations à la Commission sur leur mise en oeuvre de la décision-cadre. Ces informations, même si encore parfois quelque peu lacunaires, ont permis de procéder à une évaluation plus complète qu'au moment de l'adoption du premier rapport de la Commission.

⁹ Alors que le Danemark a complètement retiré ses réserves, la Suède autorise maintenant l'extradition vers un autre Etat membre lorsque la peine d'emprisonnement est de six mois ou plus. En France, lorsqu'un Etat 'Schengen' demande l'extradition, une peine d'emprisonnement de deux ans en France et d'un an seulement dans l'Etat requérant sont nécessaires. Après condamnation, une peine d'emprisonnement de deux mois seulement est requise pour autoriser l'extradition.

¹⁰ Décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres (JOCE L 190/1 du 18 juillet 2002).

Du point de vue de la Commission, il en résulte que, lorsque tous les amendements encore en cours de préparation ou d'adoption (Autriche, Espagne, France, Luxembourg, Portugal) seront entrés en vigueur, la décision-cadre sera transposée par tous les Etats membres dans sa totalité, sauf en ce qui concerne au moins une disposition qui ne semble pas avoir été transposée complètement par tel ou tel Etat membre. Sur la base des informations actuellement à disposition de la Commission, il devrait notamment s'agir de la Finlande et de la Suède pour l'article 6, paragraphe 2, de la décision-cadre. Il pourrait aussi être nécessaire de clarifier encore mieux la transposition complète de certaines dispositions, telles que celles relatives à la responsabilité des personnes morales dans le droit du Royaume-Uni.

Par conséquent, il est suggéré au Conseil d'inviter les Etats membres qui doivent encore achever la transposition de certaines dispositions ou qui sont susceptibles de fournir des explications supplémentaires sur les éléments de leur législation nationale qui pourraient ne pas être pleinement conformes à la décision-cadre, de continuer à informer le Conseil et la Commission sur ces aspects, ce qui permettrait d'en tenir compte dans le cadre des discussions au Conseil qui auront lieu à la suite de la présentation par la Commission du présent rapport.

3.2. Observations particulières

Article 2

Tous les Etats membres ont adhéré à la Convention de Genève de 1929.

Article 3

Une fois que les amendements prévus en Espagne seront entrés en vigueur, tous les Etats membres auront transposé les éléments de la notion générale de faux monnayage définis à l'article 3, paragraphe 1, points a) et b), de la décision-cadre.

L'importation, l'exportation et le transport de fausse monnaie visés à l'article 3, paragraphe 1, point c), sont expressément sanctionnés par sept Etats membres (Autriche, Finlande, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Espagne, après l'adoption définitive de ses amendements au Code pénal), tandis que les autres Etats membres ont transposé cet article en termes plus généraux (Allemagne, Belgique, Danemark, France, Irlande, Italie, Royaume Uni, Suède).

En ce qui concerne les infractions relatives aux procédés destinés par leur nature à la fabrication de la fausse monnaie et aux éléments qui servent à protéger la monnaie de la contrefaçon (article 3, paragraphe 1, point d), de la décision-cadre), elles sont couvertes par les législations de tous les Etats membres, et ceci soit par des infractions spécifiques, soit au moyen de concepts ou notions plus larges.

Tous les Etats membres ont mis en vigueur, en droit pénal ou en *common law*, des dispositions générales visant la participation et l'incitation aux faits précités, ainsi que la tentative de commettre ces faits, conformément à l'article 3, paragraphe 2, de la décision-cadre.

Article 4

Une fois que les amendements législatifs prévus par l'Espagne et la France seront entrés en vigueur, tous les Etats membres sanctionneront la fabrication illégale de monnaie au moyen d'installations ou de matériel légaux au sens de l'article 4 de la décision-cadre. Quelques droits nationaux prévoient ou prévoiront expressément cette infraction, tandis que la plupart appliquent une large définition de la contrefaçon qui couvre l'usage illégal d'installations ou de matériel légaux pour fabriquer la monnaie.

Article 5

Tous les Etats membres disposent maintenant d'une législation conforme à l'article 5, point b), de la décision-cadre.

Article 6

La mise en œuvre de l'article 6 relatif aux sanctions pénales reste toujours assez hétérogène.

S'il faut évidemment reconnaître que l'article 6 accorde une grande marge d'appréciation aux Etats membres, il faut également constater que la Finlande et la Suède continuent à prévoir pour la fabrication et l'altération de monnaie des peines maximales d'au moins huit ans seulement si celles-ci sont des infractions « graves ». En revanche, tous les autres Etats membres ont réussi à se conformer complètement à l'article 6, paragraphe 2, de la décision-cadre.

Article 7

Tous les Etats membres ont maintenant une législation conforme à l'article 7, paragraphe 1, de la décision-cadre. De même, tous les Etats membres ayant adopté l'euro (ainsi que le Danemark et la Suède) ont transposé l'obligation découlant de l'article 7, paragraphe 2.

Articles 8 et 9

Lorsque l'Autriche, l'Espagne, le Luxembourg et le Portugal auront accompli la transposition dans leur droit interne des dispositions de la décision-cadre relatives à la responsabilité et aux sanctions des personnes morales, quatorze Etats membres devraient avoir une législation conforme aux articles 8 et 9. Dans le cas du Royaume-Uni, qui n'a pas adopté de législation spécifique sur la responsabilité et les sanctions des personnes morales, la portée de ses dispositions internes devrait éventuellement être encore mieux clarifiée, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des articles 8, paragraphe 2, et 9, paragraphe 2, de la décision-cadre.

Article 10

Selon l'information donnée par le Royaume-Uni, l'article 10 est en cours d'être transposé par une législation appliquant les dispositions de la décision-cadre à Gibraltar.

ANNEXE DU DEUXIEME RAPPORT

de la Commission fondé sur l'article 11 de la décision-cadre du Conseil du 29 mai 2000 visant à renforcer par des sanctions pénales et autres la protection contre le faux monnayage en vue de la mise en circulation de l'euro¹¹

TABLEAUX 1 À 5

Tableau 1 - Infractions générales (article 3)

Article de la décision-cadre	Article 3, paragraphe 1, point a) (fabrication frauduleuse)	Article 3, paragraphe 1, point b) (mise en circulation frauduleuse)	Article 3, paragraphe 1, point c) (exportation, importation transport...)	Article 3, paragraphe 1, point d) (procédés frauduleux de contrefaçon) - instruments - hologrammes/éléments pour protéger contre la contrefaçon	Article 3, paragraphe 2 (participation, incitation, tentative)
Belgique ¹²	Articles 162, 163 et 173 du code pénal	Articles 168, 169 et 170 (pièces); articles 176, 177 et 178 (billets) du code pénal	Article 169, deuxième phrase (pièces) Article 177, deuxième phrase (billets) du code pénal: aucune mention particulière de l'exportation ou du transport. Les articles 168 et 176 couvrent les importations.	Articles 180 et 185bis ("objets et moyens", devraient couvrir les programmes d'ordinateur et les éléments de protection), 186 et 187bis du code pénal et article 187 du code pénal Si la possession de ces objets et moyens n'est pas en soi réprimée par la loi, le fait de les recevoir ou de se les procurer l'est bel et bien.	- tentatives: articles 1, 7, 52, 80, 81 du code pénal, ainsi que les articles 168, 169, 170, 176, 177, 178 du code pénal - incitation et participation: articles 66 à 69 du code pénal
Danemark	Article 166 du code pénal	Article 167 du code pénal	Articles 166 et 167 du code pénal, lus au regard des articles 21 (tentatives) et 23 (complicité) du code pénal: aucune mention particulière de l'importation, de l'exportation ou du transport.	Articles 166 et 167 du code pénal, lus au regard des articles 21 (tentatives) et 23 (complicité) du code pénal: aucune mention particulière des instruments destinés à la contrefaçon tels que les programmes d'ordinateur ou les éléments de protection tels que les hologrammes.	Articles 21 (tentatives) et 23 (complicité/ incitation/ participation) du code pénal

¹¹ JO L 140 du 14.6.2000, p. 1.

¹² La Belgique a adopté une loi spéciale pour modifier le code pénal belge en vue de protéger l'euro en droit pénal, qui est entrée en vigueur le 3.7.2001.

Article de la décision-cadre	Article 3, paragraphe 1, point a) (fabrication frauduleuse)	Article 3, paragraphe 1, point b) (mise en circulation frauduleuse)	Article 3, paragraphe 1, point c) (exportation, importation transport...)	Article 3, paragraphe 1, point d) (procédés frauduleux de contrefaçon) - instruments - hologrammes/éléments pour protéger contre la contrefaçon	Article 3, paragraphe 2 (participation, incitation, tentative)
Allemagne ¹³	Article 146, paragraphe 1, n° 1 du code pénal L'altération ne constitue une infraction que si elle consiste à augmenter la valeur de la monnaie.	Article 146, paragraphe 1, n° 3 et article 147 du code pénal	Article 146, paragraphe 1, n° 2 et article 146, paragraphe 1, n° 3 du code pénal: aucune référence particulière à l'exportation/ importation ne devrait relever des notions de "Sichverschaffen" (se procurer) ou de "im Verkehr bringen" (mettre en circulation); transport (seulement en tant que "Beihilfe" (complicité).	Article 149, paragraphe 1, qui concerne en particulier les programmes d'ordinateur et les hologrammes destinés à protéger contre la falsification.	Article 25 à 27 du code pénal; pour les tentatives, voir les articles 147 et 23 en combinaison avec l'article 12 du code pénal
Grèce ¹⁴	Article 207 du code pénal	Article 208, paragraphe 1, du code pénal	Article 207 du code pénal	Article 211 du code pénal	Tentatives: article 42 du code pénal Participation: articles 45 et 47 du code pénal Incitation: article 46 du code pénal
Espagne	<i>L'article 386 du code pénal est en voie d'être modifié pour inclure toutes les infractions visées dans la décision-cadre</i>	Articles 386 (modifié) et 629 du code pénal	<i>L'article 386 modifié du code pénal couvrira expressément l'exportation et le transport de monnaie, ainsi que la "possession" et l'"acquisition" (précédemment interdites).</i>	Article 400 du code pénal * les outils et les procédés sont visés; * la fabrication ou la détention d'hologrammes ou autres éléments de la monnaie servant à protéger celle-ci contre la contrefaçon peuvent être considérées comme couvertes par les dispositions générales de l'article 400.	Articles 27, 28 et 29 ainsi que 15 et 16 du code pénal - les instigateurs sont considérés comme des auteurs; - la complicité est punie; - la tentative est visée mais pas en ce qui concerne la mise en circulation frauduleuse de fausse monnaie reçue de bonne foi à concurrence de

¹³

La loi allemande relative aux éléments de transposition les plus récents de la décision-cadre a été adoptée le 22 août 2002 et est entrée en vigueur depuis.

¹⁴

La Grèce a apporté des modifications spécifiques à son code pénal en vue de protéger l'euro contre la contrefaçon en droit pénal, qui sont entrées en vigueur le 19 octobre 2001.

Article de la décision-cadre	Article 3, paragraphe 1, point a) (fabrication frauduleuse)	Article 3, paragraphe 1, point b) (mise en circulation frauduleuse)	Article 3, paragraphe 1, point c) (exportation, importation transport...)	Article 3, paragraphe 1, point d) (procédés frauduleux de contrefaçon) - instruments - hologrammes/éléments pour protéger contre la contrefaçon	Article 3, paragraphe 2 (participation, incitation, tentative)
				Les termes "fabrication" et "possession" utilisés par le code pénal semblent englober le fait de recevoir ou de se procurer. La décision-cadre emploie les termes "destinés par leur nature à" tandis que le code pénal indique "visant spécifiquement à". L'existence d'un lien avec une infraction de contrefaçon particulière est exigée.	50 000 pesetas (300,51 euros).
France ¹⁵	Article 442-1 du code pénal	Article 442-2 du code pénal	Article 442-2 du code pénal; le code pénal ne contient aucune mention spécifique de l'importation ou de l'exportation mais interdit expressément la mise en circulation de fausse monnaie.	Article 442-5 du code pénal (modifié par la loi du 11.12.2001)	Articles 442-8 et 121-7 du code pénal
Irlande	Article 33, paragraphe 1, point 2, du "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act, 2000" ¹⁶ (loi entrée en vigueur le 19.12.2001)	Article 34 du "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act"	Article 34, paragraphe 2, article 35, paragraphes 1 et 2 et article 37, paragraphe 1, du "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act, 2000"	Article 36 du "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act" de 2000 (aucune mention spécifique des hologrammes/éléments pour la protection contre la contrefaçon, mais, à défaut de jurisprudence établissant le contraire, la disposition est assez large pour les	Le common law et la jurisprudence prévoient que des sanctions peuvent être prononcées en cas de participation, d'incitation et de tentative. L'article 2 du "Criminal Law Act" de 1997 sanctionne également ces infractions d'une peine

¹⁵ La France a adopté la loi n° 2001/1168 du 11.12.2001, publiée au JO du 12.12.2001, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier qui transposent l'article 3, paragraphe 1, point d), l'article 5 et l'article 7 de la décision-cadre en droit français.

¹⁶ L'Irlande a apporté des modifications spécifiques à son code pénal en vue de protéger l'euro contre la contrefaçon en droit pénal, qui sont entrées en vigueur le 19.12.2001.

Article de la décision-cadre	Article 3, paragraphe 1, point a) (fabrication frauduleuse)	Article 3, paragraphe 1, point b) (mise en circulation frauduleuse)	Article 3, paragraphe 1, point c) (exportation, importation transport...)	Article 3, paragraphe 1, point d) (procédés frauduleux de contrefaçon) - instruments - hologrammes/éléments pour protéger contre la contrefaçon englober).	Article 3, paragraphe 2 (participation, incitation, tentative)
					d'emprisonnement de cinq ans minimum.
Italie ¹⁷	Article 453, paragraphes 1 et 2, du code pénal	Article 453, paragraphe 3 et articles 454 et 455 du code pénal L'article 453, paragraphe 3, mentionne expressément les accords ("in concerto") entre individus assumant des rôles différents. L'article 455 vise la mise en circulation en l'absence d'accord avec d'autres individus.	Article 453, paragraphes 3 et 4, et articles 454 et 455 du code pénal L'article 453, paragraphes 3 et 4, mentionne expressément les accords entre individus assumant des rôles différents. L'article 455 vise l'importation, la mise en circulation, l'achat et la détention en l'absence d'accord avec d'autres individus; aucune mention spécifique du transport et de l'exportation qui semblent englobés dans les définitions générales figurant aux articles 453 et 455.	Article 461 du code pénal	Le droit commun et la jurisprudence prévoient que des sanctions peuvent être prononcées en cas de participation, d'incitation et de tentative.
Luxembourg ¹⁸	Articles 162 (pièces) et 173 (billets) du code pénal	Articles 169 (pièces) et 177 (billets) du code pénal	Articles 169 (pièces) et 177 (billets) du code pénal	Articles 180, 185, 186 et 187-1 du code pénal	- Articles 51, 52 (crimes), 53 (délits) du code pénal (en liaison avec les articles 169, 177, 184, 185, 187, 187-1): tentatives; - articles 66 à 69 du code pénal: participation et

¹⁷ Pour se conformer à la décision-cadre, l'Italie a adopté une réglementation spécifique (décret-loi n° 350 du 25.9.2001) - entrée en vigueur en octobre 2001- qui est devenue la loi n° 409 du 23 novembre 2001.

¹⁸ Le Luxembourg a élaboré une loi destinée à modifier son code pénal en vue de protéger l'euro contre la contrefaçon en droit pénal (projet de loi n° 4785 portant modification du code pénal et du code d'instruction criminelle) qui est entrée en vigueur le 29.1.2002.

Article de la décision-cadre	Article 3, paragraphe 1, point a) (fabrication frauduleuse)	Article 3, paragraphe 1, point b) (mise en circulation frauduleuse)	Article 3, paragraphe 1, point c) (exportation, importation transport...)	Article 3, paragraphe 1, point d) (procédés frauduleux de contrefaçon) - instruments - hologrammes/éléments pour protéger contre la contrefaçon	Article 3, paragraphe 2 (participation, incitation, tentative)
					incitation.
Pays-Bas ¹⁹	Article 208 du code pénal	Article 209 du code pénal	Article 209 du code pénal (tel que modifié par la loi du 17 mai 2001)	Article 214 du code pénal tel que modifié par la loi du 17 mai 2001 (aucune mention spécifique des hologrammes/éléments de protection contre la contrefaçon, mais définition très large).	Articles 47 (participation et incitation) et 45 (tentative) du code pénal
Autriche ²⁰	Article 232, paragraphe 1, du code pénal	Article 232, paragraphe 2 et article 233, paragraphe 1, n° 2 du code pénal	Article 233, paragraphe 1, n° 1 du (nouveau) code pénal (<i>befördern = transportieren</i>)	Article 239 du (nouveau) code pénal; aucune mention spécifique des programmes d'ordinateur	Article 232, 233 et 239 en liaison avec les articles 12 à 15 du code pénal
Portugal ²¹	Articles 262 et 263 du code pénal. En vertu de l'article 262, l'altération d'une monnaie légale n'est visée qu'en cas de majoration de sa valeur nominale. L'article 263 interdit la dépréciation de la	Articles 264 et 265 du code pénal	Article 266 du code pénal (le caractère frauduleux de la mise en circulation est défini dans le code pénal portugais par l'intention d'agir comme si la monnaie était légale).	Article 271 du code pénal (punis en tant qu'actes préparatoires - nécessité d'un lien avec une infraction particulière visée à l'article 262 ou 263. Ces éléments influencent le niveau de la sanction susceptible d'être infligée). Aucune mention des hologrammes ou autres éléments de la monnaie, hormis le papier.	Articles 26 et 27 (participation et incitation) et articles 23 ²² , 262, 263, paragraphe 3, 264, paragraphe 2, 265, paragraphe 3, et 266, paragraphe 2, du code pénal. Également actes préparatoires en vertu de l'article 271 du code pénal.

¹⁹ Les Pays-Bas ont adopté la législation complétant le code pénal (Wet van 17 mei 2001 tot wijziging van het Wetboek van Strafrecht met betrekking tot valsheid in muntspciën en munt- en bankbiljetten (eurovalsemunterij)) ainsi qu'une loi spécifique (Wet van 11 november 1999 etc.) pour transposer l'article 5, point a).

²⁰ L'Autriche a adopté quelques modifications de son code pénal en vue de protéger l'euro en droit pénal, qui sont entrées en vigueur le 7.3.2001.

²¹ Le Portugal a adopté quelques modifications de son code pénal, qui sont entrées en vigueur le 30.8.2001.

²² Ne sont pas punissables la tentative de mise en circulation frauduleuse de fausse monnaie lorsque l'auteur n'a eu connaissance du caractère falsifié de la monnaie qu'après l'avoir reçue (article 265, paragraphe 2), la mise en circulation de monnaie visée à l'article 263 et la tentative visée à l'article 271.

Article de la décision-cadre	Article 3, paragraphe 1, point a) (fabrication frauduleuse)	Article 3, paragraphe 1, point b) (mise en circulation frauduleuse)	Article 3, paragraphe 1, point c) (exportation, importation transport...)	Article 3, paragraphe 1, point d) (procédés frauduleux de contrefaçon) - instruments - hologrammes/éléments pour protéger contre la contrefaçon	Article 3, paragraphe 2 (participation, incitation, tentative)
	monnaie métallique ainsi que sa fabrication, que sa valeur soit égale ou supérieure à la valeur légale.				
Finlande ²³	Chapitre 37, article 1er, paragraphe 1, du code pénal	Chapitre 37, article 1er, paragraphe 1, du code pénal ("transfert à d'autres personnes")	Chapitre 37, article 1er, paragraphe 1, du code pénal	Chapitre 37, article 4, du code pénal, punissable en tant que <i>préparation</i> de la falsification (la notion de "fournitures" devrait couvrir les éléments servant à protéger la monnaie)	- tentatives: chapitre 37 article 1er, paragraphe 2, article 2, paragraphe 2, article 3, paragraphe 2, article 5, paragraphe 2; Chapitre 5, article 1er (participation), article 2 (incitation) du code pénal
Suède ²⁴	Chapitre 14, article 6, du code pénal	Chapitre 14, article 9, du code pénal	Chapitre 14, article 6a, du code pénal (pas de référence particulière à l'importation/exportation)	Chapitre 23, article 2, "actes préparatoires à l'infraction": "instrument de falsification ou tout autre moyen" du code pénal	Chapitre 14, article 12 en liaison avec le chapitre 23, article 2, du code pénal: tentatives; participation et incitation à commettre une infraction: punissables si l'infraction est passible d'une peine d'emprisonnement en vertu d'un principe général du droit pénal suédois.
Royaume-Uni	Article 14, paragraphe 1, partie II du "Forgery and	Article 15, partie II du "Forgery and Counterfeiting Act	Articles 15 et 16, partie II, du "Forgery and Counterfeiting Act 1981"	Article 17, partie II du "Forgery and Counterfeiting Act 1981"	"Accessories and Abettors Act 1861" (loi de 1861 relative aux instigateurs et complices)

²³

La Finlande a adopté des modifications particulières de son code pénal en vue de protéger l'euro en droit pénal, qui sont entrées en vigueur le 29.5.2001.

²⁴

La Suède a adopté une loi adaptant et complétant la législation existante, qui est entrée en vigueur le 1er avril 2001.

Article de la décision-cadre	Article 3, paragraphe 1, point a) (fabrication frauduleuse)	Article 3, paragraphe 1, point b) (mise en circulation frauduleuse)	Article 3, paragraphe 1, point c) (exportation, importation transport...)	Article 3, paragraphe 1, point d) (procédés frauduleux de contrefaçon) - instruments - hologrammes/éléments pour protéger contre la contrefaçon	Article 3, paragraphe 2 (participation, incitation, tentative)
	Counterfeiting Act 1981" (loi de 1981 relative à la contrefaçon et à la falsification)	1981"			

Tableau 2 - Infractions supplémentaires (article 4) et monnaie non émise destinée à être mise en circulation (article 5)

Article de la décision-cadre	Article 4 (infractions supplémentaires)	Article 5, point a) (avant le 1.1.2002)	Article 5, point b) (monnaie non encore émise)
Belgique	Article 162 (monnaies) et article 173 (billets): "la contrefaçon ou l'altération de monnaies ou de billets de banque comprend l'usage illégal d'installations ou de matériel légaux pour fabriquer les monnaies"	Articles 162, 173, 180 et 185 du code pénal (entrés en vigueur le 3 juillet 2001)	Articles 162, 173, 180, 185bis et 186, 3ème phrase, 187bis du code pénal
Danemark	Articles 166 et 167, ainsi que les articles 21 et 23 du code pénal	Article 171 (falsification) et article 279 (fraude) du code pénal et, selon les cas, les règles relatives aux tentatives de commettre une infraction et applicables aux complices	Articles 166 et 167 du code pénal, à la lumière de l'article 21 du code pénal (tentatives) et de l'article 23 (complicité) du code pénal.
Allemagne	Article 146 (et ss.) du code pénal (conjointement à la jurisprudence)	Article 146 (et ss.) du code pénal	Article 146 (et ss.) du code pénal
Grèce	Article 208bis du code pénal	La modification du code pénal est entrée en vigueur le 19 octobre 2001	Articles 207, 208, paragraphe 1, et 208bis du code pénal
Espagne	<i>L'article 386 modifié du code pénal interdira non seulement la fabrication frauduleuse de monnaie à l'aide de procédés légaux, mais aussi la fabrication quels que soient les moyens utilisés.</i>	Article 2 de la loi organique n° 10/1998 (en vigueur depuis le 1er janvier 1999) et article 387 du code pénal	Compris dans les dispositions générales.
France	<i>Projet de nouvel article 442-1 du code pénal (ne faisant pas encore l'objet d'une procédure législative)</i>	Nouvel article 442-15 en rapport avec les articles 442-1, 442-2 et 422-5 à 422-14 du code pénal	Nouvel article 442-15 en rapport avec les articles 442-1, 442-2 et 422-5 à 422-14 du code pénal
Irlande	Article 32, paragraphe 1 (nouvelle définition de la monnaie "qui n'a pas été émise légalement, mais qui constituerait, si elle était émise légalement, une pièce de monnaie ou un billet de banque") du "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act, 2000"	Article 32, paragraphe 1 (nouvelle définition du "billet de banque" et des "pièces de monnaie") ("Theft and Fraud Offences Act, 2000")	Article 32, paragraphe 1, du "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act, 2000"
Italie	Aucune disposition spécifique mais l'interprétation jurisprudentielle a confirmé que l'article 453 du code pénal interdit la fabrication illégale de monnaie par quelque procédé que ce soit, y compris la production de monnaie à l'aide de procédés légaux par des personnes non habilitées.	Article 52-quater ajouté sur la base de la loi n° 409/2001 au D.L. n° 213 du 24 juin 1998 (art. 52-quinquies prévoit la responsabilité administrative des personnes morales) (article 52 quater du décret-loi du	Aucune disposition particulière mais l'article 453 du code pénal sera applicable à toute monnaie ayant cours légal, qu'elle soit déjà émise ou non.

Article de la décision-cadre	Article 4 (infractions supplémentaires)	Article 5, point a) (avant le 1.1.2002)	Article 5, point b) (monnaie non encore émise)
		8 juin 2001)	
Luxembourg	Article 192-1 du code pénal	Article 192-2 du code pénal	Article 192-2 du code pénal
Pays-Bas	Article 208, 209 et 214 (en liaison avec les articles 45 , 46 et 48) du code pénal	(Articles 1 et 3) de la loi du 11 novembre 1999 portant interdiction de la contrefaçon des futurs pièces et billets en euros, le cas échéant en relation avec l'article 84 du code pénal	Article 210 du code pénal en relation avec les articles 208, 209 et 214 du code pénal
Autriche	Article 232, paragraphe 3, du nouveau code pénal	Article 241 du code pénal en relation avec les articles 232, 233 et 239 du code pénal (monnaie n'ayant pas cours légal: article 237 du code pénal en relation avec les articles 232, 233 et 239 du code pénal)	Article 241 du code pénal en relation avec les articles 232, 233 et 239 du code pénal (monnaie n'ayant pas cours légal: article 237 du code pénal en relation avec les articles 232, 233 et 239 du code pénal)
Portugal	L'article 262 du code pénal punit la falsification, que les procédés utilisés soient légaux ou non (voir l'article 71, paragraphe 2, point a), qui considère ce fait comme une circonstance aggravante). L'article 266, paragraphe 1, point c), réprime spécifiquement l'utilisation de pièces de même valeur que les pièces légales sans autorisation légale.	Article 255, point d), du code pénal	Article 255, point d), du code pénal
Finlande	La définition de "monnaie falsifiée" couvre la monnaie qui n'est pas fabriquée par l'autorité compétente (proposition du gouvernement de 1991 relative à la définition de la monnaie falsifiée).	Chapitre 37, article 12, paragraphe 3, du code pénal en relation avec les dispositions du chapitre 37 concernant la "monnaie" (disposition entrée en vigueur le 1er avril 2000)	Chapitre 37, article 12, paragraphe 3, du code pénal en relation avec les dispositions du chapitre 37 relatives à la "monnaie"
Suède	Chapitre 14, article 6, du code pénal et chapitre 14, articles 6a et 9 : définition large telle que "ou falsifie de toute autre manière", expliquée dans la motivation de la loi portant modification du code pénal	Chapitre 14, article 6, deuxième phrase, du code pénal (disposition entrée en vigueur le 1er avril 2001)	Chapitre 14, article 6, deuxième phrase, du code pénal
Royaume-Uni	Article 14 du "Forgery and Counterfeiting Act 1981" (partie II de la loi)	Infraction de falsification et non de contrefaçon - billets de banque: Partie I (articles 1er à 5) du "Forgery and Counterfeiting Act"	Partie I (articles 1er à 5) du "Forgery and Counterfeiting Act". Le Royaume-Uni estime que ces billets de banques et pièces peuvent être considérés comme

Article de la décision-cadre	Article 4 (infractions supplémentaires)	Article 5, point a) (avant le 1.1.2002)	Article 5, point b) (monnaie non encore émise)
		<p>1981". Avant la mise en circulation, les billets d'euros peuvent être considérés comme des "instruments" en vertu des dispositions relatives à la falsification du "Forgery and Counterfeiting Act 1981". (Voir circulaire n° 10/2000 du ministère de l'Intérieur).</p> <p>- pièces: article 27, paragraphe 1, partie II du "Forgery and Counterfeiting Act 1981"</p> <p>"Protected coins (1999) Order" (Voir également le point 2.5 de la circulaire n° 10/2000 du ministère de l'Intérieur).</p>	<p>des "instruments" au titre des dispositions en matière de falsification du "Forgery and Counterfeiting Act 1981". (Voir circulaire n° 10/2000 du ministère de l'Intérieur).</p>

Tableau 3 - Sanctions (article 6)

Sanctions: article de la décision-cadre	Article 3: infractions générales de faux- monnayage	Article 4: infractions supplémentaires	Article 5 : protection de droit pénal avant 2002 et monnaie non émise destinée à être mise en circulation	Article 6, paragraphe 2: peines privatives de liberté dont le maximum ne peut être inférieur à 8 ans dans le cas du comportement visé à l'article 3, paragraphe 1, point a)
Belgique	<ul style="list-style-type: none"> - Article 3, paragraphe 1, point a) : article 162 et 163: 5 à 10 ans d'emprisonnement, y compris l'interdiction d'exercer les droits inhérents à la citoyenneté (article 162); article 173 : 15 à 20 ans d'emprisonnement. - différentes peines telles que: <ul style="list-style-type: none"> - emprisonnement d'un mois à 3 ans (article 169) - emprisonnement d'un à 5 ans (article 177) - emprisonnement de 5 à 10 ans (articles 180 et 186) - emprisonnement de 8 jours à un an (article 185bis et article 187bis) du code pénal - amende de 5 200 à 200 000 BEF (article 170) (de 128,90 à 4957,87 euros) - emprisonnement d'un mois à un an et/ou amende de 10 000 à 200 000 BEF (article 178) (de 247,89 à 4957,87 euros) - emprisonnement d'un mois à 2 ans (article 187) 	<ul style="list-style-type: none"> - Article 162: 5 à 10 ans d'emprisonnement; - article 173 du code pénal: 15 à 20 ans d'emprisonnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Articles 162, 180 et 186: 5 à 10 ans d'emprisonnement; - article 173: 15 à 20 ans d'emprisonnement; - articles 185bis et 187bis du code pénal: 8 jours à un an d'emprisonnement. 	Articles 162 et 173 du code pénal
Danemark	- jusqu'à 12 ans d'emprisonnement (article 166, paragraphe 1, article 167 du code pénal)	Idem	- jusqu'à 8 ans d'emprisonnement (article 171 du code pénal)	Article 166, paragraphe 1, du code pénal ²⁵

²⁵

Le Danemark a présenté une déclaration liée à l'adoption de la décision-cadre selon laquelle l'article 6, paragraphe 2, ne s'applique pas à la falsification entraînant une réduction de la valeur du cours légal, couverte par l'article 166, paragraphe 2, du code pénal qui prévoit jusqu'à 4 ans d'emprisonnement.

Sanctions: article de la décision-cadre	Article 3: infractions générales de faux- monnayage	Article 4: infractions supplémentaires	Article 5 : protection de droit pénal avant 2002 et monnaie non émise destinée à être mise en circulation	Article 6, paragraphe 2: peines privatives de liberté dont le maximum ne peut être inférieur à 8 ans dans le cas du comportement visé à l'article 3, paragraphe 1, point a)
			- jusqu'à 8 ans d'emprisonnement (article 286, paragraphe 2, en relation avec l'article 279 du code pénal) - jusqu'à 12 ans d'emprisonnement (article 166, paragraphe 1, article 167 du code pénal)	
Allemagne	Article 146, paragraphe 1, et article 38, paragraphe 2, du code pénal: peine d'emprisonnement d'une durée minimale d'un an et maximale de 15 ans Article 149: - un mois à 5 ans d'emprisonnement (falsification en général) - un mois à 2 ans d'emprisonnement ou amende (instruments destinés à la contrefaçon)	Article 146, paragraphe 1, et article 38, paragraphe 2, du code pénal: peine d'emprisonnement d'une durée minimale d'un an et maximale de 15 ans	Article 146, paragraphe 1, et article 38, paragraphe 2, du code pénal: peine d'emprisonnement d'une durée minimale d'un an et maximale de 15 ans	Article 146, paragraphe 1, du code pénal
Grèce	- peine d'emprisonnement d'au moins 10 ans et amende (article 207) - pour les infractions mineures: au minimum 3 mois d'emprisonnement et une amende (articles 207 et 208, paragraphe 1) - au moins un an d'emprisonnement et une amende (article 211) - l'instigateur et le participant (articles 45 et 46) peuvent être punis en tant qu'auteur de l'infraction. Les articles 42 et 47 en relation avec l'article 83 prévoient une peine moins grave spécifique: une distinction est établie entre une tentative ou une participation pleine ou	Au minimum un an d'emprisonnement et une amende (article 208bis)	- peine d'emprisonnement d'au moins 10 ans et amende (article 207) - pour les infractions mineures: au minimum 3 mois d'emprisonnement et une amende (articles 207 et 208, paragraphe 1)	L'article 207 du code pénal prévoit une peine d'emprisonnement maximale de 10 ans.

Sanctions: article de la décision-cadre	Article 3: infractions générales de faux- monnayage	Article 4: infractions supplémentaires	Article 5 : protection de droit pénal avant 2002 et monnaie non émise destinée à être mise en circulation	Article 6, paragraphe 2: peines privatives de liberté dont le maximum ne peut être inférieur à 8 ans dans le cas du comportement visé à l'article 3, paragraphe 1, point a)
	simple; différentes sanctions sont applicables qui peuvent entraîner l'extradition; (un "petit contrevenant" condamné pour une infraction mineure au sens des articles 207 et 208 ne peut être extradé).			
Espagne	<p>Au regard de l'article 3, paragraphe 1, point a), de la décision-cadre:</p> <ul style="list-style-type: none"> - article 386, paragraphe 1, point 1, du code pénal: peine d'emprisonnement de 8 à 12 ans et amende (jusqu'à dix fois le montant de la fausse monnaie) (possibilité de sanctions accessoires, articles 55 et 56) <p>Au regard de l'article 3, paragraphe 1, point b), de la décision-cadre:</p> <ul style="list-style-type: none"> - article 386, paragraphe 1, point 3, du code pénal: peine d'emprisonnement de 8 à 12 ans et amende (jusqu'à 10 fois le montant de la fausse monnaie) (possibilité de peines accessoires, articles 55 et 56). <p>Article 386, paragraphe .(émission frauduleuse de fausse monnaie acquise de bonne foi, jusqu'à 50 000 ESP soit 300, 51 euros): arrestation de 9 à 15 week-ends et amende.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 629 du code pénal (émission frauduleuse de fausse monnaie acquise de bonne foi, d'un montant de 50 000 ESP maximum soit 300, 51 euros): arrestation d'un à 4 week-ends ou amende. <p>Au regard de l'article 3, paragraphe 1, point c), de la décision-cadre:</p> <p>Article 386, paragraphe 1, point 2:</p>	Idem	Idem	Article 386, paragraphe 1, point 1, du code pénal (voir aussi les observations qui précèdent)

Sanctions: article de la décision-cadre	Article 3: infractions générales de faux- monnayage	Article 4: infractions supplémentaires	Article 5 : protection de droit pénal avant 2002 et monnaie non émise destinée à être mise en circulation	Article 6, paragraphe 2: peines privatives de liberté dont le maximum ne peut être inférieur à 8 ans dans le cas du comportement visé à l'article 3, paragraphe 1, point a)
	<p>emprisonnement de 8 à 12 ans et amende (jusqu'à dix fois le montant de la fausse monnaie) (possibilité de sanctions accessoires, articles 55 et 56).</p> <p>- Article 386, paragraphe 2: peine d'emprisonnement de 2 à 4 ans ou de 4 à 8 ans et amende (à concurrence du montant de la fausse monnaie) (possibilité de peines accessoires, article 56).</p> <p>Au regard de l'article 3, paragraphe 1, point d), de la décision-cadre: Article 400 du code pénal: même peine que pour la fabrication frauduleuse de monnaie: peine d'emprisonnement de 8 à 12 ans et amende (jusqu'à dix fois le montant de la fausse monnaie) (possibilités de sanctions accessoires, articles 55 et 56).</p> <p>Au regard de l'article 3, paragraphe 2, de la décision-cadre: Articles 27 et 61: les participants et instigateurs sont assimilés aux auteurs et les mêmes sanctions leur sont infligées (voir ci-dessus)</p> <p>- Article 63: sanctions infligées aux complices. Elles dépendent de la sanction infligée aux auteurs: emprisonnement de 4 à 8 ans et amende (à concurrence du montant de la fausse monnaie) lorsque la peine infligée aux auteurs est une peine d'emprisonnement de 8 à 12 ans et une amende pouvant s'élever à 10 fois le montant de la fausse monnaie.</p>			

Sanctions: article de la décision-cadre	Article 3: infractions générales de faux- monnayage	Article 4: infractions supplémentaires	Article 5 : protection de droit pénal avant 2002 et monnaie non émise destinée à être mise en circulation	Article 6, paragraphe 2: peines privatives de liberté dont le maximum ne peut être inférieur à 8 ans dans le cas du comportement visé à l'article 3, paragraphe 1, point a)
	- Article 62: sanction infligée en cas de tentative. Elle dépend de la peine infligée aux auteurs de l'infraction: emprisonnement de 2 à 4 ans ou de 4 à 8 ans et amende (à concurrence de la moitié ou du montant de la fausse monnaie) lorsque la sanction infligée aux auteurs est une peine d'emprisonnement de 8 à 12 ans et une amende pouvant s'élever à 10 fois le montant de la somme en fausse monnaie.			
France	<p>L'infraction générale de contrefaçon est punie par l'article 442-1 du code pénal - Article 3, paragraphe 1, points a), b) et c): jusqu'à 30 ans d'emprisonnement et amende jusqu'à 3 millions de FRF (458 015,26 euros); ces plafonds s'appliquent aussi aux points b) et c) si l'acte a été commis par une organisation criminelle.</p> <p>- Article 3, paragraphe 1, points b) et c): 10 ans de prison et amende pouvant atteindre 1 million de FRF (152 671,75 euros)</p> <p>- Article 3, paragraphe 1, point d): (article 442-5 du code pénal) jusqu'à 2 ans d'emprisonnement et amendes pouvant atteindre 30 000 euros</p> <p>- Article 3, paragraphe 2: le "complice" est punissable comme un auteur (article 121-6 et article 121-7 du code pénal)</p> <p>L'extradition avant le procès n'est possible que si la peine est d'au moins deux ans d'emprisonnement en France et dans l'État membre demandeur lorsque celui-ci est un</p>	- (législation en préparation)	Article 442-15	Article 442-1 du code pénal

Sanctions: article de la décision-cadre	Article 3: infractions générales de faux- monnayage	Article 4: infractions supplémentaires	Article 5 : protection de droit pénal avant 2002 et monnaie non émise destinée à être mise en circulation	Article 6, paragraphe 2: peines privatives de liberté dont le maximum ne peut être inférieur à 8 ans dans le cas du comportement visé à l'article 3, paragraphe 1, point a)
	pays n'appartenant pas à l'espace Schengen (réserve à la convention de 1957). S'il s'agit d'un pays Schengen, une peine d'au moins deux ans en France et d'un an dans le pays demandeur est requise. Après le procès, une peine d'emprisonnement d'au moins deux mois est nécessaire.			
Irlande	<ul style="list-style-type: none"> - Article 33, paragraphe 2, du "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act, 2000": amende illimitée et/ou jusqu'à 10 ans d'emprisonnement - Article 34, paragraphe 3, du "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act": - amende illimitée et/ou jusqu'à 10 ans d'emprisonnement (article 34, paragraphe 1) - amende illimitée et/ou jusqu'à 5 ans d'emprisonnement (article 34, paragraphe 2) - Article 35, paragraphe 3, du "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act": - amende illimitée et/ou jusqu'à 10 d'emprisonnement (article 35, paragraphe 1) - amende illimitée et/ou jusqu'à 5 ans d'emprisonnement (article 35, paragraphe 2) - Article 37 du "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act": amende illimitée et/ou jusqu'à 10 ans d'emprisonnement - Article 36, paragraphe 3, du "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act": - amende illimitée et/ou jusqu'à 10 d'emprisonnement (article 36, paragraphe 1) - amende illimitée et/ou jusqu'à 5 ans d'emprisonnement (article 36, paragraphe 2) 	Idem	Idem	Article 33, paragraphe 2, du "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act, 2000": amende illimitée et/ou jusqu'à 10 ans d'emprisonnement

Sanctions: article de la décision-cadre	Article 3: infractions générales de faux- monnayage	Article 4: infractions supplémentaires	Article 5 : protection de droit pénal avant 2002 et monnaie non émise destinée à être mise en circulation	Article 6, paragraphe 2: peines privatives de liberté dont le maximum ne peut être inférieur à 8 ans dans le cas du comportement visé à l'article 3, paragraphe 1, point a)
	<ul style="list-style-type: none"> - la tentative de commettre une infraction visée aux articles 33, 34, 35, 36 ou 37 est passible du même niveau de sanctions (c'est-à-dire un maximum respectivement de 5 ou 10 ans sur déclaration de culpabilité par voie d'acte d'accusation, pour l'infraction principale - la complicité, le conseil ou la fourniture - à l'égard de ces infractions - sont punis comme l'infraction principale (article 7, paragraphe 1, du "Criminal Law Act 1997"). 			
Italie	<ul style="list-style-type: none"> - Article 453 du code pénal: 3 à 12 ans d'emprisonnement et amende (1 à 6 millions d'ITL (516,45 à 3 098,74 euros)) - article 454 du code pénal: 1 à 5 ans d'emprisonnement et amende (200 000 à 1 million d'ITL (103,29 à 516,45 euros)) - article 455 du code pénal: sanctions prévues aux articles 453 et 454 du code pénal réduites de 1/3 à ½ - article 456 du code pénal: aggravation des sanctions prévues aux articles 453 et 455 pour la monnaie - article 461 du code pénal: 1 à 5 ans et amende (200 000 à 1 million d'ITL (103,29 à 516,45 euros)) 	L'article 453 s'applique.	Article 52 ^{quater} du DL n° 231 du 8 juin 2001: sanctions prévues aux articles 453, 454, 455, 456, 457, 461 du code pénal réduites de 1/3 (si l'infraction et la mise en circulation ont lieu avant le 1er janvier 2002 et concernent l'euro).	Article 453 du code pénal
Luxembourg	<ul style="list-style-type: none"> - pièces: 5 à 10 ans d'emprisonnement (article 162 du code pénal) - billets: 10 à 15 ans d'emprisonnement (article 173 du code pénal) - pièces: 1 mois à 3 ans d'emprisonnement (article 169, 1er alinéa, du code pénal) 	Idem	Idem	Articles 162 et 173 du code pénal

Sanctions: article de la décision-cadre	Article 3: infractions générales de faux- monnayage	Article 4: infractions supplémentaires	Article 5 : protection de droit pénal avant 2002 et monnaie non émise destinée à être mise en circulation	Article 6, paragraphe 2: peines privatives de liberté dont le maximum ne peut être inférieur à 8 ans dans le cas du comportement visé à l'article 3, paragraphe 1, point a)
	<ul style="list-style-type: none"> - billets: 1 à 5 ans d'emprisonnement (article 177, 1er alinéa, du code pénal) - pièces: 8 jours à 2 ans (article 169, 2e alinéa, du code pénal) - billets: 6 mois à 3 ans (article 177, 2e alinéa, du code pénal) - pièces: sanctions prévues aux articles 180, 3e et 4e tirets, 185, 1er tiret, 186, 3e et 4e tirets et 187-1, 1er tiret, du code pénal - billets: sanctions prévues aux articles: 180, 5e et 6e tirets, 185, 2nd tiret, 186, 5e et 6e tirets et 187-1, 2nd tiret, du code pénal - tentative, participation et incitation: articles 51, 52 combinés aux articles 169, 177, 184, 185, 187 et 187-1 du code pénal 			
Pays-Bas	<ul style="list-style-type: none"> - Maximum de 9 ans d'emprisonnement ou amende de cinquième catégorie²⁶ (articles 208 et 209 du code pénal) - maximum de 4 ans d'emprisonnement ou amende de cinquième catégorie (article 214 du code pénal) - tentatives: réduction d'un tiers de la peine principale (article 45, paragraphe 2, du code pénal) <p>La participation et la tentative liées aux articles 45, 46 et 48 du code pénal sont passibles de peines réduites.</p>	Maximum de 9 ans d'emprisonnement ou amende de cinquième catégorie (article 208)	<ul style="list-style-type: none"> - Maximum de 9 ans d'emprisonnement ou amende de cinquième catégorie (articles 208 et 209 du code pénal) - maximum de 4 ans d'emprisonnement ou amende de cinquième catégorie (article 210 et 214 du code pénal) 	Article 208 du code pénal
Autriche	- Article 232, paragraphe 1, du code pénal:	- Article 232, paragraphe 3, en	- Selon l'infraction commise	Article 232, paragraphe 1, du

²⁶

100 000 NLG (45 454,54 euros)

Sanctions: article de la décision-cadre	Article 3: infractions générales de faux- monnayage	Article 4: infractions supplémentaires	Article 5 : protection de droit pénal avant 2002 et monnaie non émise destinée à être mise en circulation	Article 6, paragraphe 2: peines privatives de liberté dont le maximum ne peut être inférieur à 8 ans dans le cas du comportement visé à l'article 3, paragraphe 1, point a)
	emprisonnement d'1 à 10 ans - Article 232, paragraphe 2, du code pénal: emprisonnement d'1 à 10 ans - Article 233, paragraphe 1, du code pénal: emprisonnement pouvant atteindre 3 ans - Article 233, paragraphe 2, du code pénal: si le montant en cause est supérieur à 0,5 million d'ATS (36 336,42 euros): emprisonnement de 6 mois au minimum à 5 ans) - Article 239 du (nouveau) code pénal: emprisonnement pouvant atteindre 2 ans	relation avec l'article 232, paragraphe 1, du code pénal: emprisonnement d'1 à 10 ans	visée aux articles 232, 233 et 239 (article 241 du code pénal): -- emprisonnement d'1 à 10 ans -- emprisonnement pouvant atteindre 3 ans (si le montant en cause est supérieur à 0,5 million d'ATS (36.339,42 euros): emprisonnement de 6 mois à 5 ans) -- emprisonnement pouvant atteindre 2 ans	code pénal
Portugal	Article 262, paragraphe 1, du code pénal: emprisonnement de 3 à 12 ans Article 262, paragraphe 2 du code pénal: emprisonnement de 2 à 8 ans Article 263 du code pénal: emprisonnement pouvant atteindre 2 ans ou amende pouvant atteindre 240 jours (chaque jour d'amende correspond à une somme de 200 à 100 000 PTE (de 1 à 498,80 euros), article 47). Article 264, paragraphe 1, du code pénal: emprisonnement de 3 à 12 ans (article 262, paragraphe 1) Article 265, paragraphe 1, du code pénal: emprisonnement pouvant atteindre 5 ans Article 265, paragraphe 2, point a), du code pénal: emprisonnement pouvant atteindre 1 an ou amende pouvant atteindre 240 jours – voir équivalences ci-dessus. Pas d'extradition possible (réserve formulée à l'égard de l'article 2 de la convention européenne)	Idem	Idem	L'altération de monnaie métallique réduisant sa valeur (dépréciation) et l'utilisation ou la fabrication frauduleuses, sans autorisation légale, de monnaie métallique ayant une valeur égale ou supérieure à la valeur légale ne sont passibles que de peines d'emprisonnement de 2 ans au maximum ou d'une amende. Voir les observations formulées ci-dessus au sujet des comportements non couverts par les articles 262 et 263 du code pénal.

Sanctions: article de la décision-cadre	Article 3: infractions générales de faux- monnayage	Article 4: infractions supplémentaires	Article 5 : protection de droit pénal avant 2002 et monnaie non émise destinée à être mise en circulation	Article 6, paragraphe 2: peines privatives de liberté dont le maximum ne peut être inférieur à 8 ans dans le cas du comportement visé à l'article 3, paragraphe 1, point a)
	<p>Article 266, paragraphe 1, point a), du code pénal: emprisonnement pouvant atteindre 3 ans ou amende (de 10 à 360 jours – voir équivalences ci-dessus).</p> <p>Article 266, paragraphe 1, point b), du code pénal: emprisonnement pouvant atteindre 6 mois ou amende pouvant atteindre 60 jours – voir équivalences ci-dessus.</p> <p>Article 271, paragraphe 1, du code pénal: emprisonnement pouvant atteindre 1 an ou amende pouvant atteindre 120 jours – voir équivalences ci-dessus.</p> <p>Pas d'extradition possible (réserve formulée à l'égard de l'article 2 de la convention européenne)</p>			
Finlande	<p>Code pénal:</p> <p>-- Chapitre 37, article 1er, paragraphe 1: contrefaçon: emprisonnement de 4 mois au minimum et de 4 ans au maximum</p> <p>- Article 2, paragraphe 1: contrefaçon aggravée: emprisonnement de 2 ans au minimum et de 10 ans au maximum</p> <p>- Article 3, paragraphe 1: contrefaçon mineure: amende ou emprisonnement de 2 ans au maximum</p> <p>- Article 4, paragraphe 1: préparation de la contrefaçon: amende ou emprisonnement de 2 ans au maximum</p> <p>- Article 5, paragraphe 1: utilisation de fausse monnaie: amende ou emprisonnement d'1 an au maximum</p> <p>-- Chapitre 5, article 1er (participation à une</p>	Idem	Idem	Chapitre 37, article 2, paragraphe 1 (contrefaçon aggravée)

Sanctions: article de la décision-cadre	Article 3: infractions générales de faux- monnayage	Article 4: infractions supplémentaires	Article 5 : protection de droit pénal avant 2002 et monnaie non émise destinée à être mise en circulation	Article 6, paragraphe 2: peines privatives de liberté dont le maximum ne peut être inférieur à 8 ans dans le cas du comportement visé à l'article 3, paragraphe 1, point a)
	<p>infraction) et article 2 (incitation): la peine infligée à une personne participant ou incitant à l'infraction est la même que celle prévue pour l'auteur de l'infraction (en cas de contrefaçon: de 4 mois à 4 ans, de contrefaçon aggravée: de 2 à 10 ans et de préparation de la contrefaçon: 2 ans au maximum)</p> <p>- Chapitre 5, article 3 (complicité) et chapitre 4, article 1er (tentative): la sanction infligée au complice ou en cas de tentative d'infraction est réduite de sorte qu'elle n'excède pas les 3/4 de la peine la plus sévère prévue et qu'elle atteigne au minimum la peine générale minimale (de 14 jours). Dans ces cas, la sanction infligée est réduite pour atteindre, en cas de contrefaçon, de 14 jours à 3 ans, en cas de contrefaçon aggravée, de 14 jours à 7 ans et 6 mois et en cas de préparation de la contrefaçon, de 14 jours à 18 mois.</p> <p>L'extradition n'est possible que si la peine d'emprisonnement est supérieure à un an.</p>			
Suède	<p>-- contrefaçon de monnaie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - emprisonnement de 4 ans au maximum - en cas d'infraction mineure: amende ou emprisonnement de 6 mois au maximum - en cas d'infraction grave: emprisonnement de 2 ans au minimum et de 8 ans au maximum (article 3, paragraphe 1, points a) et b)); - emprisonnement de 2 ans au maximum; en 	Idem	- emprisonnement d'une durée minimale de 2 ans et d'une durée maximale de 8 ans	Chapitre 14, article 6, du code pénal – emprisonnement de 8 ans au maximum en cas d'infraction "aggravée". En cas de seconde condamnation pour contrefaçon, une peine pouvant atteindre 12 ans est possible.

Sanctions: article de la décision-cadre	Article 3: infractions générales de faux- monnayage	Article 4: infractions supplémentaires	Article 5 : protection de droit pénal avant 2002 et monnaie non émise destinée à être mise en circulation	Article 6, paragraphe 2: peines privatives de liberté dont le maximum ne peut être inférieur à 8 ans dans le cas du comportement visé à l'article 3, paragraphe 1, point a)
	<p>cas d'infraction mineure: amende ou emprisonnement de six mois au maximum; en cas d'infraction grave: emprisonnement de 6 mois au minimum à 4 ans au maximum (article 3, paragraphe 1, point c))</p> <p>-- peine inférieure au minimum et au maximum (article 3, paragraphe 1, point d))</p> <p>-- la sanction en cas de tentative sera au maximum celle applicable à une infraction effectivement commise et au minimum l'emprisonnement si la peine la plus légère en cas d'infraction est une peine d'emprisonnement d'une durée de 2 ans ou plus (chapitre 23, article 1er); aucune sanction ne sera infligée au cas où l'infraction, si elle avait été commise, aurait été considérée comme mineure (chapitre 14, article 12)</p> <p>--participation et incitation: sanction identique à celle infligée à l'auteur de l'infraction (chapitre 23, article 4)</p> <p>L'extradition n'est possible que si la peine d'emprisonnement est supérieure à un an. En cas d'extradition vers un autre État membre, la peine doit être supérieure à six mois.</p>			
Royaume-Uni	<p>L'article 6, paragraphes 2 et 3 du "Forgery and Counterfeiting Act 1981" s'applique aux infractions visées à la partie I de cette loi:</p> <p>- déclaration de culpabilité par voie d'acte d'accusation: emprisonnement d'une durée de 10 ans au maximum (articles 1er, 2, 3, 4, 5, paragraphes 1 et 3)</p>	<p>L'article 22, paragraphe 1, point b) ii) et l'article 22, paragraphe 2, du "Forgery and Counterfeiting Act 1981" s'appliquent aux infractions visées à la partie II de cette loi:</p> <p>-- emprisonnement pouvant</p>	<p>(Avant le 1er janvier 2002 - l'article 6, paragraphes 2 et 3, du "Forgery and Counterfeiting Act 1981" s'applique aux infractions visées à la partie I de cette loi:</p> <p>- déclaration de culpabilité par voie d'acte d'accusation:</p>	<p>L'article 6, paragraphes 2 et 3, du "Forgery and Counterfeiting Act" de 1981 s'applique aux infractions visées à la partie I de cette loi:</p> <p>L'article 22, paragraphe 1, point b) ii) et l'article 22,</p>

Sanctions: article de la décision-cadre	Article 3: infractions générales de faux- monnayage	Article 4: infractions supplémentaires	Article 5 : protection de droit pénal avant 2002 et monnaie non émise destinée à être mise en circulation	Article 6, paragraphe 2: peines privatives de liberté dont le maximum ne peut être inférieur à 8 ans dans le cas du comportement visé à l'article 3, paragraphe 1, point a)
	<p>- déclaration de culpabilité par voie d'acte d'accusation: emprisonnement d'une durée de 2 ans au maximum (article 5, paragraphe 2 ou 4). L'article 22, paragraphe 1, point b) ii) et l'article 22, paragraphe 2 du "Forgery and Counterfeiting Act 1981" s'appliquent aux infractions visées à la partie II de cette loi:</p> <p>- emprisonnement d'une durée de 10 ans au maximum (articles 14, paragraphe 1, 15, paragraphe 1, 16, paragraphe 1, 17, paragraphe 1)</p>	atteindre 10 ans (article 14, paragraphe 1)	<p>emprisonnement d'une durée de 10 ans au maximum (articles 1er, 2, 3, 4, 5, paragraphes 1 et 3)</p> <p>L'article 22, paragraphe 1, point b) ii) et l'article 22, paragraphe 2, du "Forgery and Counterfeiting Act 1981" s'appliquent aux infractions visées à la partie II de cette loi:</p> <p>-- emprisonnement pouvant atteindre 10 ans (article 14, paragraphe 1)</p>	<p>paragraphe 2, du "Forgery and Counterfeiting Act 1981" s'appliquent aux infractions visées à la partie II de cette loi.</p>

Tableau - 4 Compétence (article 7)

Article de la décision-cadre	Article 7, paragraphe 1, premier tiret: compétence générale	Article 7, paragraphe 2: compétence spécifique des États membres ayant adopté l'euro
Belgique	Article 3 du code pénal	Article 6, paragraphe 2, et article 10 du code d'instruction criminelle
Danemark	Article 6 du code pénal (compétence territoriale), article 7 (compétence <i>ratione personae</i>), article 8 (tirets 1 à 4 et 6) du code pénal	Article 8, paragraphe 5, du code pénal
Allemagne	Article 3 du code pénal	Article 6 du code pénal (la "nationalité" n'est pas pertinente)
Grèce	Articles 3 à 13 du code de procédure pénale (notamment l'article 5)	Articles 3 à 13 du code de procédure pénale (notamment l'article 8)
Espagne	Article 23, paragraphes 1, 2, 3, point e), et 4, point d), de la loi organique relative à l'ordre judiciaire (voir observations ci-dessus sur les comportements qui ne sont pas sanctionnés par le code pénal espagnol)	Article 23, paragraphes 1, 2, 3, point e), et 4, point d), de la loi organique relative à l'ordre judiciaire (voir observations ci-dessus sur les comportements qui ne sont pas sanctionnés par le code pénal espagnol)
France	Article 113-2 du code pénal et nouvel article 113-10 étendant la compétence aux infractions figurant aux articles 442-1 442-2, 442-5, 442-15, 443-1 et 444-1.	Nouvel article 113-10 du code pénal étendant la compétence aux infractions figurant aux articles 442, paragraphes 2, 5 et 15.
Irlande	"Common law"	Article 38, paragraphe 1, tel que modifié le 21 juin 2001 par le "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act"
Italie	Article 6 du code pénal	Article 7, paragraphe 3, du code pénal
Luxembourg	Article 5 et article 7ter du code d'instruction criminelle	Article 7 du code d'instruction criminelle
Pays-Bas	Article 3 du code pénal	Article 4, paragraphes 1 et 3, et article 5 du code pénal
Autriche	Articles 62 et 65, paragraphe 1, du code pénal	Article 64, paragraphes 1 et 4, du code pénal en ce qui concerne la fausse monnaie
Portugal	Article 4 du code pénal	Article 5 du code pénal
Finlande	Chapitre 1, article 1er, du code pénal	Chapitre 1, article 7; point 1 de l'arrêté d'application de l'article 7
Suède	Chapitre 2, article 1er, du code pénal	Chapitre 2, article 3, point 6, "compétence universelle"
Royaume-Uni	Partie I du "Criminal Justice Act 1993". L'article 2 prévoit que la compétence de l'État est établie à l'égard des pratiques frauduleuses lorsqu'un "événement pertinent" a lieu sur son territoire. Le "Criminal Justice Act 1993 (Extension of Group A Offences) " a ajouté certaines infractions du "Forgery and Counterfeiting Act 1981" aux infractions de catégorie A à la partie I du "Criminal Justice Act 1993".	Le Royaume-Uni n'a à ce jour pas pris de mesures prévoyant une "compétence universelle", car il n'a pas adopté l'euro

Tableau 5 - Responsabilité des personnes morales (article 8) et sanctions à l'encontre des personnes morales (article 9)

Article de la décision-cadre	Article 8, paragraphe 1 Responsabilité des personnes morales	Article 8, paragraphe 2 Responsabilité des personnes morales en cas de défaut de surveillance	Article 9, paragraphe 1 Sanctions à l'encontre des personnes morales	Article 9, paragraphe 2 Sanctions à l'encontre des personnes morales en cas de défaut de surveillance
Belgique	Article 5 du code pénal	Article 5 du code pénal	Article 7bis etc. du code pénal: - amendes de 18 à 96 millions de BEF (de 446 317,87 à 2 380 362 euros), par exemple, pour la contrefaçon de billets de banque. (Article 41bis, section VI, chapitre II, livre 1, du code pénal) et - mesures de confiscation spéciale, telles que: dissolution, fermeture, publication de la décision du tribunal	Idem
Danemark ²⁷	Article 306 du code pénal	Article 306 du code pénal en relation avec le chapitre 5 (articles 25 à 27) du code pénal	Une amende (niveau fixé par la jurisprudence; article 306 en relation avec le chapitre 5 du code pénal)	Une amende (niveau fixé par la jurisprudence; article 306 en relation avec le chapitre 5 du code pénal)
Allemagne	L'article 30 de la "Gesetz über Ordnungswidrigkeiten" (loi relative aux contraventions) transpose totalement l'article 8, paragraphe 1.	Article 130 de la "Gesetz über Ordnungswidrigkeiten" en relation avec l'article 30 de la "Gesetz über Ordnungswidrigkeiten"	Amendes (administratives/"non pénales") d'un million de DEM au maximum (511 291,88 euros) (et plus élevées si nécessaire pour neutraliser l'avantage financier que procure l'infraction): article 30 en relation avec l'article 17 de la "Gesetz über Ordnungswidrigkeiten", combiné à d'autres mesures, telles qu'une action civile en	Amendes d'un million de DEM au maximum (511 291,88 euros); article 130 de la "Gesetz über Ordnungswidrigkeiten"

²⁷

Le Danemark a adopté une modification spécifique de son code pénal prévoyant la responsabilité pénale des personnes morales, entrée en vigueur le 1er mai 2001.

Article de la décision-cadre	Article 8, paragraphe 1 Responsabilité des personnes morales	Article 8, paragraphe 2 Responsabilité des personnes morales en cas de défaut de surveillance	Article 9, paragraphe 1 Sanctions à l'encontre des personnes morales	Article 9, paragraphe 2 Sanctions à l'encontre des personnes morales en cas de défaut de surveillance
			dommages-intérêts ou des sanctions de droit des affaires, telles que la dissolution d'une société dans des cas graves.	
Grèce	Article 8, paragraphe 5, du projet de loi du ministère de l'Économie relatif à (la disposition concernant) la mise en circulation des pièces et des billets d'euro et autres dispositions connexes. L'article 211 du code pénal modifié prévoit que les personnes morales sont responsables des infractions de contrefaçon commises pour leur compte par une personne exerçant un pouvoir de direction en leur sein.	Article 8, paragraphe 5, du projet de loi du ministère de l'Économie relatif à (la disposition concernant) la mise en circulation des pièces et des billets d'euro et autres dispositions connexes. L'article 211 du code pénal modifié prévoit que les personnes morales peuvent être tenues pour responsables en cas de défaut de surveillance ou de contrôle de la part d'un dirigeant d'entreprise.	Par décision du ministre des Finances: a) une amende administrative (50 % du montant de l'infraction ou un montant maximum d'un million d'euros) et/ou b) une interdiction temporaire ou définitive d'exercer une activité commerciale et/ou c) l'exclusion provisoire ou définitive du bénéfice de prestations ou subventions publiques.	Idem
Espagne	(Possibilité de responsabilité civile seulement dans les circonstances indiquées à l'article 120, paragraphes 3 et 4, du code pénal) <i>Une modification de l'article 386 est en voie d'adoption afin de rendre les personnes morales responsables</i>	(Possibilité de responsabilité civile seulement dans les circonstances indiquées à l'article 120, paragraphes 3 et 4, du code pénal) <i>Une modification de l'article 386 est en voie d'adoption afin de rendre les personnes morales responsables</i>	(Dispositions de la législation administrative spécifique à ce domaine: par exemple, exclusion des marchés publics (loi relative aux marchés publics, article 20). N'est pas considérée comme une sanction administrative).	
France	Article 442-14 en relation avec l'article 121-2 du code pénal	Article 442-14 en relation avec l'article 121-2 du code pénal	Voir article 442-14 du code pénal: - amende (article 131-38) - sanctions prévues à l'article 131-39 - confiscation (article 442-13)	Voir article 442-14 du code pénal: - amende (article 131-38) - sanctions prévues à l'article 131-39 - confiscation (article 442-13)
Irlande	Outre un principe général d'interprétation en droit irlandais qui considère que le terme	Article 58 du "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act,	Amende illimitée: article 56, paragraphe 1, du "Criminal	Amende illimitée: article 56, paragraphe 1, du "Criminal

Article de la décision-cadre	Article 8, paragraphe 1 Responsabilité des personnes morales	Article 8, paragraphe 2 Responsabilité des personnes morales en cas de défaut de surveillance	Article 9, paragraphe 1 Sanctions à l'encontre des personnes morales	Article 9, paragraphe 2 Sanctions à l'encontre des personnes morales en cas de défaut de surveillance
	"personne" s'applique aux personnes physiques comme aux personnes morales, article 58 du "Criminal Justice (Theft and Fraud Offences) Act, 2000"	2000"	Justice (Theft and Fraud Offences) Act, 2000"	Justice (Theft and Fraud Offences) Act, 2000"
Italie	Article 25-bis du décret législatif (DL) n° 231 du 8 juin 2001 Article 52-quinquies du DL n° 213 du 24 juin 1998 (euros non encore émis)	Articles 6 et 7 du DL n° 231/2001	Article 6 du DL n° 350/2001 (modifié par la loi n° 450/2001) introduisant l'article 25bis dans le DL n° 231/2001 juncto l'article 10 du DL n° 231/2001: système de quota d'amendes (chaque quota est compris entre 500 000 ITL (258,23 euros) et 3 millions d'ITL (1 549,37 euros)) (Article 25bis du DL n° 231 du 8 juin 2001: - amende de 300 à 800 parts pour les infractions visées à l'article 453 - amende de 500 parts pour les infractions visées aux articles 454 à 461 - en référence aux infractions visées à l'article 455, point a), l'amende concernant l'article 453 est réduite de 1/3 à 1/2 - en référence aux infractions visées à l'article 455, point b), l'amende concernant l'article 454 est réduite de 1/3 à 1/2 Selon un principe général, des mesures spéciales peuvent également être prises, telles que l'exclusion du bénéfice de	Article 6 du DL n° 350/2001 (modifié par la loi n° 450/2001) introduisant l'article 25bis dans le DL n° 231/2001 juncto article 10 du DL n° 231/2001: système de quota d'amendes (chaque quota est compris entre 500 000 ITL (258,23euros) et 3 millions d'ITL (1 549, 37 euros)) (idem)

Article de la décision-cadre	Article 8, paragraphe 1 Responsabilité des personnes morales	Article 8, paragraphe 2 Responsabilité des personnes morales en cas de défaut de surveillance	Article 9, paragraphe 1 Sanctions à l'encontre des personnes morales	Article 9, paragraphe 2 Sanctions à l'encontre des personnes morales en cas de défaut de surveillance
			prestations publiques. Article 52-quinquies du DL n° 213 du 24 juin 1998 (euro non encore émis et infraction ayant lieu avant le 31 décembre 2001): amende prévue par l'article 25-bis du DL n° 231 du 8 juin 2001 réduite de 1/3 (la réduction n'est pas accordée si la mise en circulation a lieu après le 31 décembre 2001)	
Luxembourg	-- <i>Un projet de loi est en préparation et introduit dans le code pénal, comme principe général, la responsabilité (pénale) des personnes morales</i> À l'heure actuelle, les directeurs sont personnellement responsables des infractions commises par l'intermédiaire d'une entreprise.	-- <i>Un projet de loi est en préparation et introduit dans le code pénal, comme principe général, la responsabilité (pénale) des personnes morales.</i> À l'heure actuelle, les directeurs sont personnellement responsables des infractions commises par l'intermédiaire d'une entreprise.	<i>Idem</i> En outre, la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, s'appliquant aux entreprises de droit luxembourgeois ou les succursales de sociétés étrangères établies au Luxembourg, autorise le gouvernement luxembourgeois à ordonner la dissolution ou la liquidation de l'intégralité de l'entreprise ou de la succursale qui se livre à des activités contraires au droit pénal.	<i>Idem</i>
Pays-Bas	Article 51 du code pénal	Article 51 du code pénal	- amende de cinquième ou - le cas échéant - de sixième ²⁸ catégorie, article 23,	- amende de cinquième ou - le cas échéant - de sixième ²⁹ catégorie, article 23,

²⁸ Un million de NLG (454 545,45 euros).

²⁹ Un million de NLG (454 545,45 euros).

Article de la décision-cadre	Article 8, paragraphe 1 Responsabilité des personnes morales	Article 8, paragraphe 2 Responsabilité des personnes morales en cas de défaut de surveillance	Article 9, paragraphe 1 Sanctions à l'encontre des personnes morales	Article 9, paragraphe 2 Sanctions à l'encontre des personnes morales en cas de défaut de surveillance
			paragraphe 7, du code pénal - sanctions autres que des peines d'emprisonnement, telles que la "perte d'avantages obtenus illégalement" (article 36 e du code pénal)	paragraphe 7, du code pénal - sanctions autres que des peines d'emprisonnement, telles que la "perte d'avantages obtenus illégalement" (article 36 e du code pénal)
Autriche	Voir déclaration au JO L 140, du 14 juin 2000, p.1 ³⁰ <i>Une disposition mettant en œuvre ces articles a été rédigée, mais n'a pas encore adoptée.</i>	Voir déclaration au JO L 140, du 14 juin 2000, p.1 <i>Une disposition mettant en œuvre ces articles a été rédigée, mais n'a pas encore adoptée.</i>	Voir déclaration au JO L 140, du 14 juin 2000, p.1 <i>Une disposition mettant en œuvre ces articles a été rédigée, mais n'a pas encore adoptée.</i>	Voir déclaration au JO L 140, du 14 juin 2000, p.1 <i>Une disposition mettant en œuvre ces articles a été rédigée, mais n'a pas encore adoptée.</i>
Portugal	<i>Le Portugal s'emploie à rédiger une nouvelle législation afin d'exécuter ces obligations</i>	<i>Le Portugal s'emploie à rédiger une nouvelle législation afin d'exécuter ces obligations</i>	<i>Le Portugal s'emploie à rédiger une nouvelle législation afin d'exécuter ces obligations</i>	<i>Le Portugal s'emploie à rédiger une nouvelle législation afin d'exécuter ces obligations</i>
Finlande	Chapitre 9, articles 1er, 2 et 14 du code pénal	Chapitre 9, articles 1er, 2 et 14 du code pénal	- Amendes infligées aux entreprises de 5 000 à 5 millions de FIM (841,75 à 841 750,84 euros) (Chapitre 9, article 5 du code pénal) - différentes mesures administratives	- Amendes infligées aux entreprises de 5 000 à 5 millions de FIM (841,75 à 841 750,84 euros) (Chapitre 9, article 5 du code pénal) - différentes mesures administratives
Suède	Chapitre 36, article 7, du code pénal	Chapitre 36, article 7, du code pénal	- De 10 000 à 3 millions de SEK (1 066,09 à 319 829,42 euros); Chapitre 36, article 8 juncto articles 9 et 10	- De 10 000 à 3 millions de SEK (1 066,09 à 319 829,42 euros); Chapitre 36, article 8 juncto articles 9 et 10
Royaume-Uni	Article 5 de l'"Interpretation Act 1978" (le terme "personne" peut être interprété comme désignant une personne physique ou une	Responsabilité civile pour négligence (common law)	Amende illimitée infligée aux entreprises ("Interpretation Act 1978")	Dommages-intérêts payables au demandeur au cours d'une action civile selon la valeur de la perte

³⁰

DECLARATION DE LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE

L'Autriche renvoie à la possibilité que lui offre l'article 18, paragraphe 2, du deuxième protocole de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (JO C 221 du 19.7.1997, p. 11) de ne pas être liée par les articles 3 et 4 du protocole pendant cinq ans, et déclare par la présente qu'elle remplira les obligations qui lui incombent en vertu des articles 8 et 9 de la décision-cadre durant la même période.

Article de la décision-cadre	Article 8, paragraphe 1 Responsabilité des personnes morales	Article 8, paragraphe 2 Responsabilité des personnes morales en cas de défaut de surveillance	Article 9, paragraphe 1 Sanctions à l'encontre des personnes morales	Article 9, paragraphe 2 Sanctions à l'encontre des personnes morales en cas de défaut de surveillance
	personne morale)			subie